

FORUM SOCIAL

Le Bulletin - N° 4 – décembre 2003



POUR UN AUTRE FUTUR plus juste et plus solidaire

Les 3^{ème} rencontres du Forum social d'Orléans ont eu lieu le 18 octobre dernier. La réunion de bilan qui a suivi a montré que les avis étaient partagés. Certains y ont vu un manque d'élargissement à d'autres composantes du mouvement social, voir des pertes en cours de route. D'autres une inscription dans la durée de la démarche, témoignant de sa maturation.

Une formule originale pour engager la discussion avait été trouvée : faire précéder les deux ateliers, intitulés « Culture, Education » et « Enjeux sociaux », d'un débat en assemblée plénière introduit par le témoignage de deux acteurs du mouvement social de premier plan, Raymond LEDUC et Jean-Claude AMARA. Leur intervention sur la problématique actuellement posée dans le mouvement social « Des luttes sociales aux alternatives, comment construire ? » a mis en évidence l'ampleur de la tâche. Malgré une discussion fournie à laquelle a participé plus d'une centaine de personnes, la poursuite de la réflexion par une mise en pratique dans les ateliers n'a pas rempli toutes ses espérances.

Avec le recul nous constatons que la discussion avait besoin d'être digérée pour porter ses fruits. C'est, en quelque sorte, ce qui a conduit à l'organisation d'une assemblée générale du Forum social d'Orléans en février prochain. Car si le mérite du Forum social est d'avoir révélé le potentiel des composantes, syndicats, associations, collectifs, individus, les plus actives dans le mouvement social, l'absence de clarification sur ses objectifs et ses moyens limitent son efficacité et, pour en revenir sur le bilan des 3^{ème} rencontres, ne permet pas d'apprécier les progrès réalisés.

Dans ce numéro 4 du bulletin du Forum social d'Orléans nous vous livrons les comptes-rendus des ateliers.

Charles HUARD

Compte-rendu des 3^{ème} rencontres du Forum social

Le 18 octobre 03 à Orléans

Plénière Des luttes sociales aux alternatives, comment construire ?

**avec la participation de
Raymond LEDUC
Secrétaire national de la
Confédération paysanne**

**et de
Jean-Claude AMARA
Droits Devant, No Vox**

Atelier 1 Culture, Education

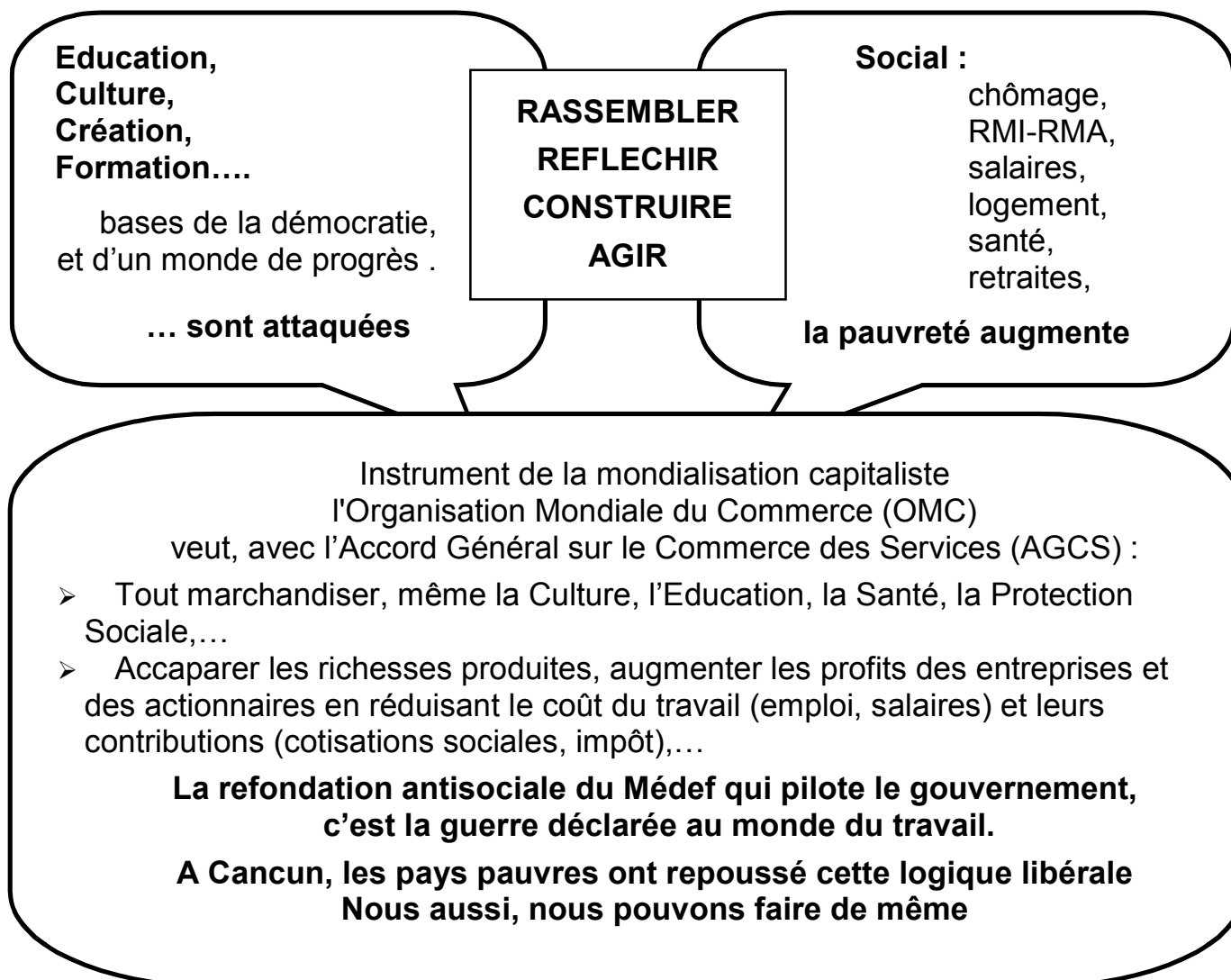
Atelier 2 Enjeux sociaux

Pour recevoir gratuitement l'intégralité du bulletin (6 pages) envoyez un courrier (dispensé de franchise postale) à l'adresse suivante :
Forum Social c/o SUD PTT, 6 rue Jack London, 45400 Fleury les Aubrais.

PLAN DE TRAVAIL

« Des luttes sociales aux alternatives, comment construire ? »

Les puissantes luttes sociales du printemps et de l'été ont profondément marqué l'opinion. L'exigence d'une autre politique grandit. Mais le gouvernement et le Médef persistent à imposer leurs projets de régression sociale.



Atelier 1

Education, Culture

Ont participé à la discussion des représentants d'ATTAC45, de la coordination des INTERMITTENTS, de la FSU, de SUD- EDUCATION, des citoyens éducateurs, accompagnateurs d'insertion.

Un bilan contrasté des actions du printemps et de l'été 2003 a d'abord été fait ; il en ressort deux positions :

- 1) le mouvement n'a pas abouti mais a limité les dégâts
- 2) le mouvement a échoué

1. La forte mobilisation a limité les ambitions gouvernementales :

- décentralisation repoussée pour les psychologues, les médecins et infirmiers (ères) scolaires
- quelques mesures sur les « retraites » de la fonction publique ont été sauvegardées (âge de 60 ans pour prétendre au taux plein, maintien du calcul du montant sur les six dernières annuités...)

La forte mobilisation a permis des avancées dans la « bataille d'opinions » pour faire naître la notion de **mission de services publics**, pour lier les problèmes interprofessionnels (publics privés), à la **même logique capitaliste** actuellement mondialisée (OMC/AGCS) et pour faire apparaître des « solutions alternatives ».

Cependant il y a eu passage en force de la décentralisation des personnels TOSS, de la modification drastique, du calcul des taux de pensions, du protocole pour les intermittents.



Un lieu de rencontre



Et de débat

2. Le mouvement n'a pas empêché l'essentiel, le cœur des mesures gouvernementales.

- La construction d'objectifs interprofessionnels a été à peine ébauchée.
- Ce qui a été « sauvé » ne sert qu'à **atténuer l'échec** donc à démobiliser. Le gouvernement applique la technique de désensibilisation progressive ; les citoyens sont « vaccinés » contre ses attaques qui ne les font plus réagir.

Les objectifs attendus d'une « autre société » ont été proposés.

Les dysfonctionnements actuels dans l'éducation nationale, dans le traitement des « jeunes de banlieues » génèrent une exclusion puis des comportements « hors circuits » qui sont majoritairement traités dans le cadre du pénal. Par ailleurs, les dispositifs palliatifs diminuent ou disparaissent : l'insertion non professionnelle a chuté de 50%, la protection de l'enfance ne devient plus prioritaire pour notre Conseil Général...

Orléans est le « laboratoire » de l'expérimentation libérale pour l'introduction des équipes d'entretien privatisées au sein de l'école publique, donc à une diminution de l'équipe d'encadrement des jeunes.

Un autre dysfonctionnement a été relevé, celui de l'utilisation de l'argent public destiné à la culture détourné majoritairement au profit d'une élite. Il a été souligné qu'il n'y avait pas de passerelle entre le « culture et le socio culturel ». Entre les deux s'engouffre la « culture de grande consommation »

Difficile de définir un bon modèle culturel ; il a été affirmé cependant qu'il faut favoriser la CREATION à l'encontre de la CONSOMMATION, seule processus de mobilisation des jeunes autour d'une **culture émancipatrice** et non pas d'une **culture dominatrice**. La politique culturelle se méfie des échanges que pourrait faire naître la culture ; en est témoin l'effacement du « cratère » dans l'architecture du Carré St Vincent, lieu potentiel de rencontre donc de débats. De même, la précarisation des intermittents ainsi que la restriction des moyens alloués au socio culturel allèguent d'une volonté de restreindre l'émergence de pensées autonomes, critiques. Toute les mesures actuelles dénie la possibilité des progrès individuels véhiculés par la culture.

Comment faire aboutir ces objectifs de culture émancipatrice ?

Les trois « formes de culture » présentes autour de la table présentent le même champ commun : faire des hommes libres, informés acteurs pertinents de leur destinée. Les échecs qui sont imputés aux acteurs de la culture sont les échecs de la société ; c'est elle qui les rend inopérants. Il est donc urgent que soient réunis des **Etats Généraux de la Culture** avec tous ceux qui ont la culture en partage.

Il a été précisé que cette réflexion de fond, n'avait rien à voir avec celle proposée par le ministre de l'éducation nationale qui sera une « consultation » dans l'urgence avec des questions posées à l'avance...

Les participants du Forum ont invité les bonnes volontés à signaler leur désobéissance en manifestant devant le lycée où se rendra Luc Ferry, pour signaler leur refus de prendre la ville d'Orléans comme laboratoire du libéralisme et pour signifier qu'ils n'entendent pas participer à la « mascarade de consultation »

Le vrai travail reste à faire

Compte-rendu de Christiane LARIBI



Avec des syndicalistes solidaires

Les organisateurs :

- Amis du Monde Diplomatique du Loiret,
- Association de solidarité avec les travailleurs immigrés d'Orléans (ASTI),
- ATTAC Loiret,
- Coordination des intermittents du Loiret,
- Droit au logement Orléans (DAL),
- Fédération syndicale unitaire du Loiret (FSU),
- Union syndicale SOLIDAIRES du Loiret,
- No Vox Orléans,
- Union nationale des étudiants de France (UNEF Orléans),
- Union nationale des syndicats autonomes du Loiret (UNSA)
-

Avec le soutien de :

- Alternative Libertaire Loiret,
- Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR)
- Ligue communiste révolutionnaire (LCR)
- Mouvement de la jeunesse socialiste (MJS)
- Parti communiste français (PCF)

Atelier 2

Enjeux sociaux

L'atelier « enjeux sociaux » a débuté par un inventaire de l'offensive libérale contre les pauvres.

Une idée – force de Raffarin – « Remettre la France au travail », à laquelle adhère le MEDEF « oui, mais pour pas cher ».

Cela donne, à titre d'exemples :

- Du RMI au RMA, une attaque des plus démunis et une attaque du smic
- La précarisation des intermittents
- Le basculement rapide des chômeurs en fin de droit vers le RMI.

Les couches moyennes sont également en voie de précarisation et les services publics utilisent de plus en plus de salariés, sous contrats de droit privé, qui travaillent dans des conditions de précarité.

Du côté de la solidarité et du logement les régressions sont en cours que ce soit en terme de limitation de construction des logements sociaux, d'un transfert des charges du bailleurs aux locataires ou à travers un accès plus restreint à l'APA.

De l'inventaire à l'action : des questions et des réflexions

Comment s'organiser pour que la réunion du forum social ne soit pas ponctuelle ?

Comment faire pour que, des mouvements sociaux du printemps et de l'été, naissent de la convergence autour d'une idée fondamentale : réagir et faire ensemble pour le respect des droits fondamentaux ?

Plusieurs débats s'ouvrent à partir des principes posés par JC Amara dans son introduction :

- Convergence
- Transversalité
- Autonomie
- Décloisonnement.

Compte-rendu de Marie-Clotilde BASTIDE

Pour nous contacter
Forum Social c/o ATTAC 45
46ter rue ST Catherine
45000 Orléans

De la question POLITIQUE :

- Pouvoir/contre-pouvoir .
- Récupération avant les élections/fonction d'aiguillon
- Paroles confisquées par les politiques/démocratie directe .
- Libéralisme de gauche / ultra libéralisme de droite.

Le mouvement social, producteur de Politique

Si le mouvement social peut faire avancer le mouvement politique, jusqu'alors les partis politiques au pouvoir n'ont jamais servi le mouvement social ; ceci entraîne une position actuelle et consensuelle du Forum : les partis politiques ne sont pas organisateurs mais doivent rester en soutien.

C'est sur la question du soutien et de ses formes que la relation du forum aux partis politiques pourrait avancer.

De la question des CONVERGENCES

Difficultés : Comment faire du lien entre les luttes sans faire des coups artificiels ?

- Accepter le temps
- Se doter des moyens de l'analyse et partager les points de vue
- Donner du sens global à des luttes locales.

Tout en tenant compte de la lutte de chacun, les moments de mobilisation sont de formidables moments de compréhension de systèmes plus vastes.



Manu en présentateur vedette
 aux côtés de Raymond LEDUC et de Jean-Claude AMARA

DECLARATION COMMUNE DES ORGANISATEURS

Agression, guerre, occupation militaire, nous sommes revenus aux périodes les plus noires du colonialisme. On cache à peine, sous des mensonges flagrants, la volonté d'exploiter jusqu'au sang les hommes de tous pays et d'épuiser les ressources de la terre. Les gouvernements des pays les plus riches se sont mis au service des multinationales pour augmenter à l'infini leurs richesses sans se soucier des populations.

En France Raffarin justifie avec cynisme une politique qui va à l'encontre du bien des gens. Et les riches sont de plus en plus riches, les pauvres de plus en plus pauvres. La corruption est devenue criante dans nombre de grandes entreprises. « Et pourquoi l'éviter puisque cela rapporte. » La course aux profits spéculatifs provoque la crise économique et débouche sur des licenciements massifs, des restructurations d'entreprises, une précarité d'emploi généralisée.

Le bien commun de l'humanité, l'eau, l'énergie, un jour peut-être l'air, devient la propriété d'individus sans scrupule qui le vendent au prix fort. C'est un vol manifeste et l'asservissement organisé du plus grand nombre pour le bénéfice de quelques-uns.

Dans la plupart des pays, beaucoup prennent conscience que l'évolution de l'économie telle qu'elle est aujourd'hui avec ses cataclysmes n'est pas une fatalité, mais une politique voulue par les puissants :

- que la croissance doit répondre aux besoins humains dans le cadre d'une répartition équitable,
- qu'il est insensé de faire passer le profit avant la satisfaction des besoins fondamentaux des populations,
- que la guerre, c'est avant tout des morts, des destructions, du malheur.

Depuis le premier Forum Social Mondial de Porto Alegre en 2001, un vaste réseau de mouvements sociaux rassemble des millions de personnes. Il y a eu Porto Alegre 2002 et 2003, puis des forums sociaux à travers le monde : Mali, Inde, Éthiopie. Florence a vu le premier Forum Social Européen. A Florence précisément, les mouvements sociaux européens ont lancé un appel le 10 novembre 2002. Nous le faisons nôtre : ainsi nous sommes rassemblés

« pour renforcer et élargir nos alliances parce que nous croyons que la lutte pour une autre Europe et un autre monde est plus urgente que jamais. Nous voulons créer un monde basé sur la redistribution des richesses, sur l'égalité, sur la défense des droits sociaux et le respect des diversités, un monde où l'éducation, un travail décent, des soins de qualité et le logement soient des droits pour tous les êtres humains, un monde où la production serait motivée par les besoins, où l'on garantirait le droit à consommer des aliments de qualité, produits par des paysans, un monde sans pauvreté, sans racisme, sexisme ni homophonie, un monde dans lequel les personnes compteraient plus que les profits. Un monde sans guerre. »

Nous nous réunissons pour discuter des alternatives à construire, continuer à élargir nos réseaux, organiser des mobilisations pour rendre possible un autre futur pour lequel nous nous battons.



On s'interroge sur les perspectives de la lutte des intermittents



Jean Claude AMARA parle de contre-pouvoirs